

LES CINQ PLUS IMPORTANTS ENGAGEMENTS DIRECTS DE L'EXERCICE  
(N'incluent pas les sociétés d'investissement où le Fonds possède une participation)

(En millions de dollars)

Maison des Futailles, s. e. c.	34,3
SNF inc.	25,0
Groupe ADF inc.	20,0
Les Vêtements de Sport Gildan inc.	15,0
Groupe Robert inc.	10,0

LES CINQ PLUS IMPORTANTS INVESTISSEMENTS DIRECTS PAR JUSTE VALEUR AU 30 JUIN 1999  
(N'incluent pas les sociétés d'investissement où le Fonds possède une participation)

SSQ, Société d'assurance-vie inc.  
Les Vêtements de Sport Gildan inc.  
Manoir Richelieu, s. e. c.  
Maison des Futailles, s. e. c.  
Naya inc.

## Économie traditionnelle

# Une foison d'interventions structurantes

Le Fonds s'est illustré au cours de l'exercice par l'importance de ses investissements, en termes quantitatifs et stratégiques, dans ce qu'il est convenu d'appeler l'économie traditionnelle. Le nombre d'investissements dans ce secteur s'est accru de 7,3 %, par rapport à l'exercice précédent, pour s'élever à 59. Au total, 235,0 M \$ y ont été injectés, 22 % de plus qu'un an auparavant. Près des deux tiers de cette somme, soit 159,8 M \$, ont été consacrés à 31 nouveaux investissements, alors que 28 entreprises partenaires ont bénéficié de réinvestissements d'une valeur de 75,3 M \$.

Les investissements au coût dans le secteur de l'économie traditionnelle représentaient 36 % du portefeuille investissement du Fonds. Cela n'est pas étonnant, car ces industries sont généralement à forte intensité de main-d'œuvre et en pleine mutation. La hausse de 13 % du nombre de demandes de financement soumises au Fonds, qui est passée de 191 lors de l'exercice précédent à 226, s'inscrit dans ce contexte.

GROUPE ADF INC.

En réponse à ces demandes, le Fonds s'est démarqué en choisissant d'intervenir vigoureusement dans des dossiers de nature complexe, nécessitant à la fois un exercice de concertation avec les intervenants du milieu, l'élaboration de solides plans d'affaires et des montages financiers inventifs. Par des solutions ingénieuses,

il a cherché à augmenter la taille des PME pour en faire des chefs de file de leurs créneaux respectifs.

Les interventions décrites ci-dessous illustrent bien comment le Fonds a revitalisé plusieurs secteurs de l'économie traditionnelle.

### Produits métalliques et machineries

#### Dominion Bridge : redressement d'un des fleurons de l'industrie lourde au Québec

#### Groupe ADF inc. : alliance stratégique et expansion internationale

La mise sous protection en vertu de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* de Dominion Bridge, reconnue mondialement pour la construction de structures d'acier depuis plus de 100 ans, a été l'élément déclencheur d'une opération délicate de redémarrage de son usine de Lachine.

Au terme d'un investissement de 28,5 M \$ effectué par le biais de deux transactions, le Fonds a redynamisé l'industrie lourde au Québec. D'une part, 8,5 M \$ ont été investis dans 3539491 Canada inc. (ADF Industries Lourdes), la société formée pour la gestion de l'usine, en partenariat avec le Groupe ADF inc.

D'autre part, le Fonds a investi 20 M \$ dans le Groupe ADF inc., une société intégrée de design, de fabrication et de construction de structures d'acier. Elle est devenue une société ouverte en juillet 1999. Le produit de sa première émission publique accélérera sa croissance sur les marchés internationaux.

Ces investissements ont permis à 187 ex-travailleurs de Dominion Bridge de réintégrer le marché du travail et amèneront la création d'ici deux ans de 50 nouveaux emplois au sein du Groupe ADF inc., un des moteurs économiques de Lanaudière.

### **Environnement**

#### **SNF inc.**

#### **Valorisation et recyclage des métaux au Québec, acquisition et expansion nord-américaine**

Chef de file de la récupération, du recyclage et de la transformation des rebuts de métaux ferreux et non ferreux dans le nord-est de l'Amérique du Nord, SNF est, avec ses 11 filiales au Québec et au Nouveau-Brunswick, un des leaders nord-américains de son industrie.

Dans le cadre de sa nouvelle phase d'expansion, le Fonds a engagé 25,0 M \$ dans cette entreprise afin de lui permettre de construire une usine d'affinage d'aluminium secondaire, de procéder à des acquisitions et de soutenir sa croissance. Ce projet sera porteur de richesse pour le Québec, les produits d'aluminium semi-finis étant jusqu'à présent importés. En outre, la réalisation du plan de croissance de SNF créera, au cours des prochains mois, plus d'une centaine d'emplois qui s'ajouteront aux 268 emplois actuels.

### **Matériaux de construction**

#### **Owens Corning Canada inc.**

#### **Renversement de la décision de fermeture et rentabilisation**

L'intervention du Fonds dans Owens Corning Canada inc. n'est pas sans rappeler le dossier de Kenworth. La reprise des activités de l'usine de Candiac a été rendue possible grâce au rôle de catalyseur joué par le Fonds auprès des gouvernements et de la direction américaine de la société.

L'engagement du Fonds à hauteur de 7,5 M \$ revêt une importance particulière en ce qu'il a permis de préserver la seule usine de laine minérale d'isolation résidentielle au Québec. La mise en place du plan d'affaires soumis par le Fonds en fera également la plus rentable des usines canadiennes de sa société mère. La réouverture de l'usine de Candiac a aussi permis la sauvegarde d'une centaine d'emplois.

### **Agroalimentaire**

#### **La Maison des Futailles, s.e.c. et Dulong Frères et Fils**

#### **Partenariat stratégique et rétablissement d'un juste équilibre concurrentiel**

Le marché des vins et spiritueux au Québec a connu en 1998-1999 une forte consolidation des activités d'embouteillage de vins, ce qui a entraîné un déséquilibre concurrentiel et la sous-utilisation de l'usine ultra-moderne d'embouteillage de la SAQ.

De la volonté de rentabiliser cette usine de premier plan et d'assurer l'avenir de ses travailleurs est née la Maison des Futailles, s.e.c. Issue du partenariat entre le Fonds, la SAQ et deux producteurs de vin québécois, elle a atteint la taille critique suffisante pour se hisser parmi les plus importants embouteilleurs de vins au Québec. Cet investissement de 34,3 M \$ du Fonds a d'ores et déjà eu des retombées positives. Les parts de marché des produits des partenaires de la nouvelle société en commandite se sont accrues chez les détaillants en alimentation. Au surcroît, une centaine d'emplois à l'usine d'embouteillage ont été maintenus.

Un premier investissement stratégique en appelle quelquefois un second. Ainsi, le Fonds a-t-il acquis, au coût de 10,0 M \$, une participation minoritaire dans Dulong Frères et Fils, un important négociant en vins de Bordeaux; au terme de cette transaction, Dulong Frères et Fils fera embouteiller par la Maison des Futailles, s.e.c. une portion appréciable de ses vins destinés au marché nord-américain.

À la tête d'un réseau international de distribution, Dulong Frères et Fils utilisera le produit de l'investissement pour le lancement d'une nouvelle marque de vin à vocation mondiale et la création d'une société d'importation aux États-Unis. La mise en commun de ce réseau avec la Maison des Futailles, s.e.c. lui ouvrira la voie au marché américain. L'élargissement de sa gamme de produits conjugué à la diversification géographique de ses marchés résulteront en la création de 50 nouveaux emplois au Québec d'ici 2004.

### **Recapitalisation du Fonds**

#### **agroalimentaire et forestier et création du Fonds d'investissement bioalimentaire**

Toujours dans le même secteur, le Fonds a injecté 20,0 M \$ dans la recapitalisation de son Fonds agroalimentaire et forestier tout en raffermissant sa relation avec l'Union des producteurs agricoles, son partenaire dans ce fonds. Il a de plus procédé au lancement du Fonds d'investissement bioalimentaire, dont la capitalisation initiale s'élève à 10,0 M \$.

### **Des désinvestissements synonymes de succès et de maturité**

Au même titre que ses investissements, les désinvestissements du Fonds demandent à être analysés, car ils marquent la fin de son intervention dans des entreprises partenaires. Ils sont une mesure de sa capacité à assurer la pérennité de ces dernières.

Les fonds générés par les désinvestissements de l'exercice, qui sont de 112,7 M \$, seront réinvestis dans la croissance d'autres PME. La majorité des désinvestissements, soit 39, au coût de 65,5 M \$, ont été effectués dans le secteur de l'économie traditionnelle, où le Fonds est actif depuis le début de ses activités.

Deux désinvestissements survenus en cours d'exercice démontrent bien qu'ils peuvent être une occasion de croissance pour une entreprise.

### **Thermoplast inc.**

Le Fonds a mis fin après sept ans à sa participation dans Thermoplast inc., une société spécialisée dans la production de profilés de PVC utilisés dans la fabrication de portes et de fenêtres. Son acquéreur, Groupe Royal Technologies ltée, s'est engagé à investir dans l'entreprise pour en améliorer la capacité de production de même qu'à maintenir ses 160 emplois existants.

### **Acton International inc.**

Actionnaire depuis 1991 d'Acton International inc., un fabricant de produits de caoutchouc, le Fonds a procédé à la vente de ses actions à AirBoss of America Corp. Ceci a permis à Acton de se joindre à un groupe dynamique et en pleine expansion tout en préservant ses 400 emplois actuels.

LES CINQ PLUS IMPORTANTS ENGAGEMENTS DIRECTS DE L'EXERCICE  
(N'incluent pas les sociétés d'investissement où le Fonds possède une participation)

(En millions de dollars)

Les systèmes de gestion Raymark Xpert inc.	5,0
Altersys inc.	4,5
Ultravision inc.	4,5
Quantum Biotechnologies inc.	3,3
AXS Technologies inc.	3,1

LES CINQ PLUS IMPORTANTS INVESTISSEMENTS DIRECTS PAR JUSTE VALEUR AU 30 JUIN 1999  
(N'incluent pas les sociétés d'investissement où le Fonds possède une participation)

BioChem Pharma inc.
Neurochem inc.
Methylgene inc.
ConjuChem inc.
Les Systèmes Proxima ltée

**Nouvelle économie**

# Démarrage du groupe Investissements technologiques et renforcement du leadership en biotechnologies

L'économie du Québec converge de plus en plus vers les industries à forte concentration de savoir où le capital humain, constitué de travailleurs hautement qualifiés, tient une place primordiale. Quelques statistiques suffisent à confirmer cette tendance. La moitié de la création nette d'emplois au Québec entre 1984 et 1997 émane de cette classe d'industries. Au surplus, la part des produits de très haute technologie dans les exportations internationales du Québec est en constante croissance et atteignait déjà 24 % en 1997.

L'exercice a été marqué par la réaffirmation de l'implication du Fonds dans le développement des biotechnologies, où il a joué depuis le début de ses activités un rôle de précurseur au Québec. Malgré l'ampleur relative du capital de risque au Québec, les PME du secteur des biotechnologies ont un grand besoin de nouveaux capitaux pour assurer leur développement, particulièrement lorsqu'elles sont en phase de démarrage.

Pour mieux servir sa clientèle, le Fonds s'est forgé une équipe d'experts spécialisés dans les secteurs des technologies de l'information et des télécommunications ainsi que des

biotechnologies. Il s'est aussi appliqué à mieux faire connaître son engagement dans ce secteur auprès de la communauté d'affaires.

En 1998-1999, le Fonds a effectué 31 investissements dans des entreprises dites de la nouvelle économie. Ses 15 nouveaux investissements se sont chiffrés à 33,3 M \$ tandis que ses 16 réinvestissements ont atteint 41,4 M \$. Au 30 juin 1999, 272,1 M \$ au coût étaient investis dans ce secteur, soit 15 % du portefeuille investissement du Fonds.

**Technologies de l'information et des télécommunications : une grappe d'investissements dans le créneau des logiciels**

Le génie logiciel, une des grandes forces des PME œuvrant dans les technologies de l'information, a été particulièrement à l'honneur cette année. Le Fonds a réalisé, au cours de l'exercice, près d'une vingtaine d'investissements directs d'une valeur d'environ 30 M \$ dans ce secteur. Citons, entre autres, ses prises de participation dans Altersys inc., AXS Technologies inc., Les systèmes de gestion Raymark Xpert inc., InterQuest inc., Gestion Micro-Intel inc., Réseaux Simpler inc. et Vorton Corporation.

Mentionnons également deux entreprises partenaires qui ont su percer, grâce à leur créativité, les marchés mondiaux dans les créneaux d'excellence suivants : la gestion des opérations, la simulation et l'animation graphique.

#### **Technologies AD OPT inc.**

##### **Soutien à l'entrée sur le marché boursier**

Fondée en 1987 par des chercheurs universitaires, Technologies AD OPT inc. est devenue un des chefs de file mondiaux des logiciels d'optimisation de logistique et de planification d'horaires, notamment du personnel navigant des compagnies aériennes et des contrôleurs aériens. Dès 1994, le Fonds participait à hauteur de 0,5 M \$ à un premier financement qui lui a servi à développer sa gamme de logiciels, à mettre en place son équipe de dirigeants et à pénétrer les marchés nord-américain et européen.

En juin 1999, Technologies AD OPT inc. a réalisé dans un marché boursier peu propice aux titres à petite capitalisation sa première émission publique de 15 M \$. Cette émission servira à perfectionner ses produits et à les mettre en marché ainsi qu'à poursuivre sa croissance par voie d'acquisitions stratégiques. Le Fonds a investi à raison de 0,5 M \$ dans cette émission. Technologies AD OPT inc. emploie 64 personnes à plein temps et compte doubler ses effectifs d'ici la fin de l'an 2000.

#### **Virtual Prototypes inc.**

##### **Soutien au développement de logiciels pour l'industrie de l'automobile**

Spécialiste de la conception de logiciels haut de gamme de simulation et d'animation graphique destinés à l'aérospatiale et à la défense, Virtual Prototypes inc. compte plus de 350 clients dans 23 pays et elle exporte 95 % de ses produits.

En 1996, le Fonds participait à hauteur de 0,5 M \$ à un financement conjoint visant à restructurer les activités de l'entreprise et à appuyer le développement de ses nouveaux produits. La société a si bien progressé depuis qu'elle vient de lever 15 M \$ dans le cadre de son inscription en bourse en juillet dernier. Ce financement public facilitera, entre autres, le développement de logiciels pour l'industrie automobile. Le Fonds a ainsi participé à la création ou au maintien de 95 emplois.

## **Appui à l'industrie émergente du multimédia**

Le Fonds a aussi soutenu la nouvelle économie en contribuant à la mise en place des stratégies gouvernementales de développement économique dans les domaines du multimédia et des nouvelles technologies en autorisant une enveloppe de près de 34 M \$ pour le financement du projet «Cité du Multimédia de Montréal».

De plus, par l'intermédiaire de ses Sociétés en commandite immobilières Solim, le Fonds a engagé 10,6 M \$ dans le financement des immeubles qui abritent les centres de développement des technologies de l'information (CDTI) de Hull, de Montréal et de Québec.

#### **Biotechnologies**

##### **Intensification du flux de capitaux de développement pour renforcer le leadership québécois**

Montréal figure parmi les dix plus importants centres nord-américains des biotechnologies. Près de 50 % de la recherche fondamentale et clinique et 40 % de la production canadienne y sont concentrées, plaçant le Québec au premier rang de ce secteur au pays.

Vu leur importance stratégique, le Fonds a porté cette année à plus de 40 le nombre d'entreprises en biotechnologies dans lesquelles il a investi, directement ou indirectement. À titre illustratif, rapportons trois des développements significatifs intervenus durant cette période au sein des entreprises partenaires du Fonds œuvrant dans ce secteur.

#### **Neurochem inc.**

##### **Un investissement dans la lutte contre la maladie d'Alzheimer**

Neurochem inc. se spécialise dans la synthèse et le développement de petites molécules organiques destinées à éliminer la formation et le dépôt de fibres amyloïdes associées à la maladie d'Alzheimer et au diabète.

Le Fonds a réinvesti 1,5 M \$ dans cette société, lui permettant ainsi de poursuivre sa recherche clinique. Ce projet assurera le maintien d'une trentaine d'emplois occupés en majorité par des scientifiques et en créera une dizaine d'autres au cours des deux prochaines années.

Ajoutons que Neurochem inc. a récemment conclu une alliance stratégique avec la société pharmaceutique danoise Lundbeck pour la recherche et la commercialisation éventuelle de son médicament pour la maladie d'Alzheimer.

#### **Technologies Origenix inc.**

##### **Une thérapeutique innovante de l'hépatite B**

Le Fonds a également soutenu le démarrage de Technologies Origenix inc., une entreprise possédant une expertise en virologie, en biologie moléculaire et en chimie des acides

nucléiques. Créée dans le cadre d'un transfert de la technologie antisens, Technologies Origenix inc. compte développer de nouvelles approches thérapeutiques de pathologies causées par les virus HPV (papillomavirus), HBV (hépatite B) et HSV (herpès).

Le Fonds vient d'investir 2 M \$ dans la société de concert avec BioCapital et Innovatech, dont l'engagement s'est également élevé à 2 M \$ chacune. La société pourra ainsi amorcer des études précliniques et cliniques du HPV, ainsi qu'isoler les composés à potentiel thérapeutique contre le virus de l'hépatite B. Cet investissement a amené la création de 14 emplois de haut calibre scientifique.

#### **Biorthex inc.**

##### **Des équipements orthopédiques inédits**

Le Fonds a de plus contribué à l'expansion de Biorthex inc., une société engagée dans le développement et la commercialisation de produits orthopédiques reliés au traitement de la scoliose idiopathique. Le Fonds avait injecté 1,5 M \$ dans la société en 1997, pour lui permettre de poursuivre ses essais cliniques sur un corset orthopédique non rigide s'adaptant à la croissance de jeunes patients, contrairement aux corsets conventionnels qui sont rigides, de même que sa recherche sur un implant chirurgical pour la colonne vertébrale, unique en son genre, n'impliquant aucune fusion des vertèbres.

Le Fonds, conjointement avec BioCapital, Innovatech et la Banque de développement du Canada, a réinvesti 2 M \$ dans la commercialisation de ce corset, les essais précliniques sur les animaux de son implant et l'évaluation d'une nouvelle technologie acquise sous licence, le NiTi poreux, un alliage de nickel et de titanium prometteur aux fins de chirurgie orthopédique et dentaire. Ce financement permettra à la société de porter ses effectifs à plus de 24 employés.

#### **Recapitalisation de 30 M \$ de BioCapital**

Parallèlement aux activités décrites ci-dessus, le Fonds a injecté 30 M \$ dans la recapitalisation de BioCapital, qui était déjà son principal véhicule d'investissement dans le secteur des biotechnologies. Ceci porte la capitalisation totale de BioCapital à plus de 112 M \$.

Grâce à cette nouvelle injection de fonds, BioCapital réinvestira dans son portefeuille comptant déjà plus de 25 sociétés. Elle contribuera à l'émergence d'environ six nouvelles entreprises en biotechnologies par année au cours des prochaines années. On évalue à 500 le nombre de nouveaux emplois qui en découleront. Enfin, elle accroîtra ses participations dans des projets de prédémarrage d'entreprises en collaboration avec les universités.

# Stimuler l'expansion

## Exportation

### LES CINQ PLUS IMPORTANTS ENGAGEMENTS DIRECTS DE L'EXERCICE

(En millions de dollars)

Fonds de Développement des Exportations FODEX, s.e.c.	88,4
HQI Latin America Ltd.	31,3
Asia Equity Infrastructure Fund L.P.	29,5
Dynafund Ltd.	28,1
HQI Australie, s. e. c.	15,0

### LES CINQ PLUS IMPORTANTS INVESTISSEMENTS DIRECTS PAR JUSTE VALEUR AU 30 JUIN 1999

Fonds de Développement des Exportations FODEX, s.e.c.  
 Consorcio TransMantaro, S.A.  
 HQI Latin America Ltd.  
 Dynafund Ltd.  
 Asia Equity Infrastructure Fund L.P.

L'expansion des PME québécoises sur les marchés internationaux est au centre des préoccupations du Fonds. Cette préoccupation se fonde, entre autres, sur le fait que l'économie du Québec est de plus en plus ouverte et que ses ventes de biens et services à l'extérieur représentaient 55 % de son P.I.B., soit quatre fois et demi plus que pour les États-Unis et cinq fois plus que pour le Japon.

Le commerce international n'est pas l'apanage des grandes entreprises; les PME l'utilisent de plus en plus comme moyen de croissance. Dans ce contexte, le Fonds a donné une nouvelle impulsion à ses investissements dans ce secteur. Dix-sept nouveaux investissements ont été réalisés contre dix l'année précédente, et les fonds investis ont été majorés de 25 % pour atteindre 217,0 M \$. Ils se répartissent ainsi : 125,7 M \$ ont été affectés à 7 nouveaux investissements et 91,3 M \$ à 10 réinvestissements.

Le Fonds a, de nouveau, fait figure de pionnier en étant le premier investisseur institutionnel à agir comme partenaire investisseur dans des projets d'exportation des PME québécoises à l'international, susceptibles d'avoir des retombées économiques significatives au Québec. Le Fonds mettra tout en œuvre afin de dépasser le seuil minimal de retombées économiques au Québec fixé par sa loi constitutive, qui est d'un dollar pour chaque dollar investi à l'étranger.

Tout en présentant un niveau de risque acceptable et une perspective de rendement intéressante, ces investissements sont effectués dans des sociétés qui respectent les valeurs véhiculées par le Fonds.

# Politique d'investissements hors Québec

À la clôture de l'exercice 1998-1999 prenait fin la première année complète de mise en application de la politique d'investissements hors Québec du Fonds. En vertu de cette politique, le gouvernement autorise le Fonds à effectuer des investissements à l'extérieur du Québec admissibles à la règle du 60 % (voir p. 27) à la condition que ces investissements aient des retombées économiques au Québec au moins équivalentes au montant engagé à l'étranger. Au 30 juin 1999, le Fonds avait engagé 146,2 M \$ dans plusieurs projets en Europe, en Afrique, en Amérique du Sud et en Asie assujettis à cette politique. Les investissements du Fonds avaient trait notamment à la construction d'une scierie, à la prise de participation dans l'entreprise d'un négociant de vin français en soutien à un investissement au Québec et à divers projets dans le cadre de sa convention de partenariat avec Hydro-Québec International.

Ces projets doivent être évalués dans une perspective à plus long terme. Ainsi leurs retombées économiques sont estimées à 175,3 M \$ et le nombre d'emplois qu'ils créeront ou maintiendront au Québec, évalués à 1 606. Étant donné que ces projets viennent de démarrer et que certains contrats de ventes de biens et services au Québec ont été récemment octroyés ou le seront à une période ultérieure, les retombées réelles, à la fin de cette première année complète d'application de la politique, se sont établies à 25,4 M \$, ce qui a assuré la création, le maintien ou la sauvegarde de 212 emplois au Québec.

## Participations

# Rayonnement accru des fonds régionaux

### LES CINQ PLUS IMPORTANTS ENGAGEMENTS DIRECTS DE L'EXERCICE

(En millions de dollars)

La Financière des Entreprises Culturelles (FIDEC), s.e.c.	10,0
Fonds régional de solidarité Estrie, s.e.c.	6,0
Fonds régional de solidarité Île-de-Montréal, s.e.c.	6,0
Fonds régional de solidarité Mauricie, s.e.c.	6,0
Fonds régional de solidarité Saguenay-Lac-St-Jean, s.e.c.	6,0

### LES CINQ PLUS IMPORTANTS INVESTISSEMENTS DIRECTS PAR JUSTE VALEUR AU 30 JUIN 1999

Fonds régionaux de solidarité (17)
Énergie Capital Innovation, s.e.c. et Énergie Capital Investissement, s.e.c.
SOLIDEQ, s.e.c.
Fonds d'investissement de la culture et des communications, s.e.c.
La Financière des Entreprises Culturelles (FIDEC), s.e.c.

Dans le cadre de son processus de sectorisation, le Fonds s'est doté d'une vice-présidence de groupe aux participations pour une meilleure coordination de ses interventions dans chacune des composantes de son vaste réseau.

Environ un quart du portefeuille investissement du Fonds, soit 449,3 M \$ au coût, est composé de participations dans des fonds à vocation régionale ou spécialisée. Ces fonds ont investi, lors de l'exercice, 59,8 M \$ dans des entreprises québécoises.

Au chapitre des nouveaux investissements, 10 M \$ ont été consacrés à un investissement dans La Financière des Entreprises Culturelles (FIDEC), s.e.c., un fonds spécialisé notamment dans le financement des crédits d'anticipation pour l'industrie du cinéma et de la vidéo, portant à 23 le nombre de fonds spécialisés du réseau.

#### Les fonds régionaux : expansion de leur rôle et de leur présence

De concert avec le gouvernement du Québec et la FTQ, le Fonds a poursuivi l'extension de son réseau à la grandeur du territoire québécois.

Pour ce faire, il démarrait un fonds régional d'investissement dans la nouvelle région administrative Centre-du-Québec, le dix-septième de son réseau, affirmant de la sorte sa présence dans chacune des régions du Québec.

Le dernier exercice a été aussi l'occasion de faire le bilan des retombées économiques des investissements des fonds régionaux du Saguenay-Lac-Saint-Jean, de l'Estrie, de la Mauricie et de l'Île-de-Montréal. En réponse à leur demande croissante de capital de développement, le Fonds a donc recapitalisé ces derniers au coût de 24 M \$. L'ensemble des fonds régionaux de solidarité ont investi 59,8 M \$ depuis leur mise sur pied en 1995 dans des entreprises de leurs régions.

Le Fonds a également modifié la politique d'investissement de ses fonds régionaux. Alors que l'investissement initial, sous forme de participation dans la capitalisation d'une entreprise ou de prêt à celle-ci, continue de se situer entre 0,05 M \$ et 0,5 M \$, le plafond des réinvestissements a été relevé de 0,5 M \$ à 0,75 M \$ pour assurer une plus grande flexibilité.

ALIMENTS JOLIBEC INC.,  
UN INVESTISSEMENT  
DU FONDS RÉGIONAL  
DE SOLIDARITÉ  
LANAUDIÈRE, S.E.C.

SYSTÈMES DE MOBILIER  
TRIANGLE INC.,  
UN INVESTISSEMENT  
DU FONDS RÉGIONAL  
DE SOLIDARITÉ  
MONTÉRÉGIE, S.E.C.

À titre d'exemple de la diversité de même que de la qualité des entreprises partenaires dans lesquelles le Fonds a investi en région, voici un aperçu de quelques-unes de ses belles réussites.

#### Systèmes de Mobilier Triangle inc.

Seul fabricant en Amérique du Nord spécialisé uniquement dans la fabrication de systèmes de mobilier utilisés dans les salles opératoires des dentistes, Systèmes de Mobilier Triangle inc. a su se créer une niche dans un créneau en pleine expansion. Ses produits à contenu technologique élevé la positionnent bien sur les marchés d'exportation. Déjà présente sur le marché américain, elle vise maintenant à pénétrer le marché européen.

Le Fonds régional de solidarité Montérégie, s.e.c. a investi près de 0,3 M \$ dans Systèmes de Mobilier Triangle inc., lui conférant ainsi une participation dans une société en forte croissance et possédant un excellent historique de rentabilité. Cet investissement consolide les 30 emplois actuels de l'entreprise et permettra d'en créer 15 autres d'ici les trois prochaines années.

#### BHM Médical inc.

Dans un domaine connexe, le Fonds régional de solidarité Estrie, s.e.c. a accordé son appui au projet d'expansion de BHM Médical inc., une entreprise engagée dans la fabrication de systèmes de manquement de patients pour le marché institutionnel. Son injection de 0,2 M \$ dans la société aide celle-ci à financer le développement d'un lève-patient destiné au marché résidentiel. BHM Médical inc. peut ainsi saisir les occasions d'affaires qu'offre le virage ambulatoire dans le système de santé québécois.

Très présente sur le marché du Québec, BHM Médical inc. entend commercialiser ses produits en Amérique du Nord et en Europe. Avec l'accroissement de son chiffre d'affaires, elle prévoit doubler le nombre de ses employés pour le faire passer à 22.

### Aliments Jolibec inc.

Un investissement de 0,4 M \$ du Fonds régional de solidarité Lanaudière, s.e.c. a permis à Aliments Jolibec inc., une société spécialisée dans l'abattage, la coupe et la vente de porcs, de poursuivre son développement.

Desservant principalement le marché intérieur et exportant une partie de sa production dans le nord-est des États-Unis, la société a affecté ces fonds à l'achat d'équipement pour améliorer sa productivité dans un contexte hautement concurrentiel. Cet investissement a sauvé 42 emplois.

### Concept Éco-Plein-Air Le Baluchon inc.

Enfin, le Fonds régional de solidarité Mauricie, s.e.c. a investi 0,5 M \$ dans Concept Éco-Plein-Air Le Baluchon inc. Concept intégré unique au Québec dans le domaine touristique, C.E.P.A. Le Baluchon comprendra, à la suite de la mise en valeur de son site, trois auberges, un centre de santé, un relais plein air ainsi qu'un parc hydrotouristique. De plus, un ensemble d'activités d'animation, sous le thème de la Nouvelle-France, sera élaboré autour de la Seigneurie Volant et d'une micro-brasserie artisanale.

De renommée régionale et nationale, la société, lauréate de multiples prix de gastronomie et de tourisme, pourra à l'avenir desservir une clientèle internationale et le marché des voyageurs. Le projet consolidera 62 emplois, en plus d'en créer 42 autres dans une région qui affiche un taux de chômage de 13 %.

## Les SOLIDE

Les 83 SOLIDE ont joué un rôle important dans le développement de l'emploi au sein des municipalités régionales de comté et des municipalités locales du Québec. Au 31 mars 1999, elles avaient investi plus de 20 M \$ dans 746 projets d'une valeur de près de 180 M \$, soit un investissement moyen par projet de 27 000 \$. Environ 70 % de ces fonds ont été affectés à des projets dans le secteur manufacturier, le secteur des services venant au second rang avec 14,1 % des fonds engagés.

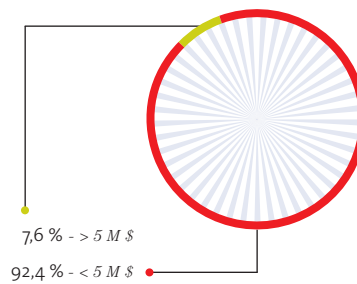
Souvent associées au démarrage d'entreprises, les SOLIDE ont néanmoins mis en 1998-1999 un accent particulier sur le soutien des entreprises en expansion, leur octroyant 45,3 % de ses fonds engagés. Les jeunes entreprises en démarrage ont cependant continué d'obtenir une part appréciable de leurs investissements, soit 37,1 %. Ces interventions des SOLIDE se sont traduites par la création, le maintien ou la sauvegarde de plus de 5 000 emplois au Québec.

### RÉPARTITION DES INVESTISSEMENTS DIRECTS ET INDIRECTS

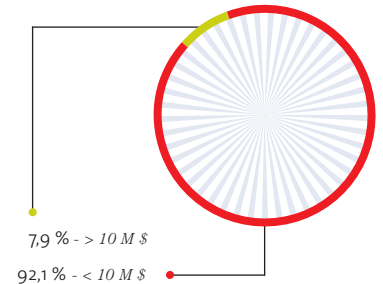
(Au 30 juin 1999)

1 404 entreprises

*Selon l'actif net*



*Selon l'actif total*



*La règle du 60 %, prescrite par la loi constitutive du Fonds, stipule que l'investissement moyen du Fonds dans des entreprises admissibles doit représenter 60 % de son actif net moyen de l'exercice précédent. Le solde peut toutefois être placé dans d'autres véhicules financiers afin d'équilibrer son portefeuille. En d'autres termes, ce n'est pas la somme des investissements réalisés dans des entreprises admissibles au cours d'un exercice donné qui fait l'objet de la règle du 60 %, mais bien la valeur moyenne globale du portefeuille investissement, qui doit représenter au moins 60 % de l'actif net moyen de l'exercice précédent.*

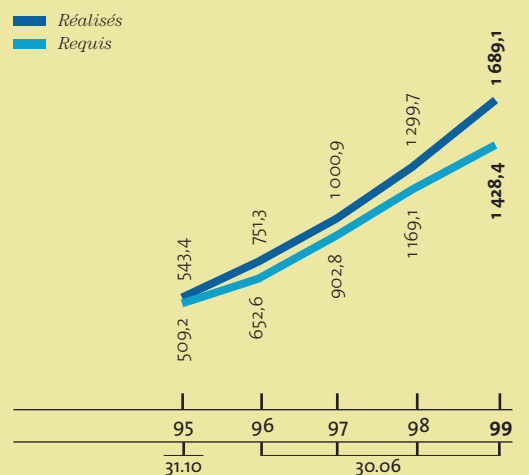
*Sont essentiellement admissibles, aux fins de cette règle, les investissements non garantis dans des entreprises dont la majorité des employés réside au Québec, et dont l'actif est inférieur à 50 M \$ ou dont l'avoir net ne dépasse pas 20 M \$. Sont également admissibles les investissements non garantis, effectués dans des entreprises situées à l'extérieur du Québec, qui ont des retombées significatives sur l'emploi ou le développement de l'économie québécoise.*

*Au 30 juin 1999, les investissements moyens admissibles du Fonds se sont élevés à 1 689,1 M \$. Ils représentent, de fait, 71,0 % de l'actif net moyen de l'exercice précédent. L'excédent des investissements admissibles du Fonds sur les investissements requis s'est chiffré à 521,4 M \$.*

*De plus, les autres investissements du portefeuille ne tombant pas sous cette définition, désignés sous le nom d'investissements non admissibles et constitués principalement de prêts garantis, ont atteint 240,7 M \$.*

### INVESTISSEMENTS MOYENS ADMISSIBLES

(En millions de dollars)



## RÈGLE DU

**La conjoncture économique et les marchés boursiers en 1998-1999**

Sur le plan financier, l'exercice a été marqué par la crise financière de certains pays émergents dont la Russie et le Brésil. Devant l'ampleur et la gravité des événements, la Réserve fédérale américaine a assoupli ses conditions monétaires, ce qui s'est soldé par une baisse généralisée des taux d'intérêt à l'échelle mondiale. Pour les 12 mois terminés le 30 juin 1999, les taux d'intérêt de court terme ont oscillé autour de 4,5 %, soit une baisse de près de 1 %, alors que les taux de long terme ont fini l'année financière à près de 5,5 %, soit environ au même niveau qu'à pareille date l'an dernier. Compte tenu de ce contexte, l'indice du TSE 300 n'a pu offrir de performance positive, reculant plutôt de près de 4 % tandis que le marché américain a eu une performance très inégale, allant du rendement neutre de 0 % pour les titres à petite capitalisation de l'indice Russell 2000 au rendement supérieur à 20 % de l'indice S & P 500. Le rendement des marchés internationaux, pour sa part, se situait aux environs de 8 %.

**Rétrospective financière de l'année 1998-1999**

**Résultats**

Les produits de l'exercice se sont élevés à 166,8 M \$. Ils sont toutefois inférieurs à ceux de 270,0 M \$ enregistrés lors de l'exercice précédent. Cette baisse des produits est imputable à la baisse du rendement des investissements à impact économique québécois et des autres placements.

En ce qui a trait aux premiers, ils ont rapporté 94,6 M \$ par rapport à 144,7 M \$ en 1997-1998. Cette diminution résulte principalement de la contre-performance des titres des entreprises partenaires inscrites en bourse et faisant partie des investissements à impact économique québécois, titres qui avaient obtenu une performance exceptionnelle 12 mois plus tôt.

Quant aux autres placements effectués par le Fonds, leur rendement a été affecté par la crise financière qui s'est traduite sur le marché américain par le délaissement des titres à petite capitalisation au bénéfice des titres à grande capitalisation. Ils ont rapporté 72,2 M \$ contre 125,3 M \$ en 1997-1998.

Notons que 56,7 % des produits de l'exercice provenaient des investissements à impact économique québécois, soit 3,1 % de plus qu'en 1997-1998 et plus de 20 % qu'il y a deux ans. En dépit des fluctuations des marchés, les activités du Fonds ont permis de dégager un bénéfice net de 120,7 M \$ pour l'exercice terminé le 30 juin 1999.

Le bénéfice par action de l'exercice s'est élevé à 0,95 \$ sur un nombre moyen pondéré de 127 120 517 actions ordinaires catégorie A en circulation, en comparaison de 1,64 \$ sur un nombre moyen pondéré de 112 900 065 actions ordinaires catégorie A lors de l'exercice précédent. La contribution du portefeuille investissement au bénéfice par action a été de 0,54 \$, tandis que celle des autres placements s'est chiffrée à 0,41 \$.

Par ailleurs, la valeur nette de l'action a atteint 22,59 \$, soit un autre semestre consécutif sans baisse depuis le début des activités du Fonds.

Enfin, en ce qui concerne les frais d'exploitation, ils ont été réduits à 2,0 % de l'actif net moyen du Fonds, ce qui représente une amélioration par rapport au 2,1 % de l'exercice précédent.

**Bilan**

Le Fonds a connu une excellente croissance de son bilan. Au 30 juin 1999, l'actif total s'établissait à 3 378,3 M \$, comparativement à 2 884,6 M \$, 12 mois plus tôt. Cet accroissement de l'actif a servi principalement à augmenter de 371,5 M \$ les investissements non garantis à impact économique québécois de même qu'à hausser de 139,7 M \$ les fonds engagés, qui sont passés de 343,7 M \$ à 483,4 M \$ à la fin de l'exercice.

Les autres placements sont demeurés relativement stables, clôturant l'exercice à 877,9 M \$, comparativement à 877,5 M \$ au 30 juin 1998.

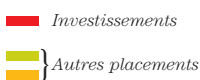
Le capital-actions du Fonds s'est hissé à 2 465,5 M \$, en progression de 23,9 % par rapport à celui de l'exercice précédent.

La conversion le 28 juin 1999 de toutes les actions ordinaires catégorie A du capital-actions du Fonds en actions ordinaires catégorie A, séries 1 et 2, n'a pas eu d'effet sur la valeur du capital-actions ni sur la valeur de l'action. Elle se traduira cependant par une récupération de quelque 56 M \$ en impôt du gouvernement fédéral au début du prochain exercice.

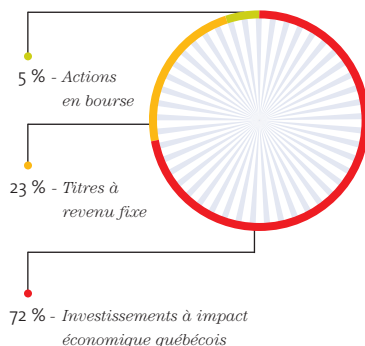
L'avoir des actionnaires a progressé de 18,9 % pour s'élever à 3 121,9 M \$, contre 2 625,2 M \$ lors de l'exercice précédent.

**PORTEFEUILLE DU FONDS**

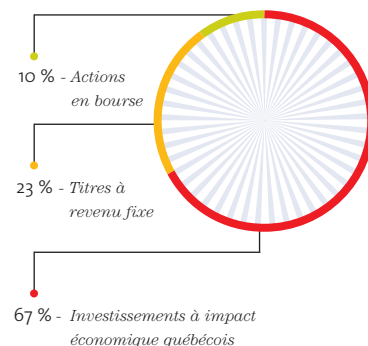
(Au 30 juin)



**1999**  
Total des investissements et autres placements : 3 086,4 M \$



**1998**  
Total des investissements et autres placements : 2 587,8 M \$



Le rendement du Fonds s'est établi à 4,4 %.

Bien qu'inférieur à celui de l'exercice 1997-1998, il se compare favorablement au rendement moyen de 1,2 % des fonds mutuels équilibrés canadiens pour la période d'un an se terminant le 30 juin 1999.

#### Gestion globale du portefeuille

Historiquement, le rendement des investissements du Fonds dans ses entreprises partenaires a été à long terme plus élevé que celui de ses autres placements. Toutefois, ces derniers, qui jusqu'à maintenant représentaient plus de la moitié du portefeuille, ont permis au Fonds de maintenir, depuis le début de ses activités, un rendement global positif d'un semestre à l'autre en contrebalançant le rendement parfois moins performant des investissements dans ses entreprises partenaires.

Au cours des derniers exercices, les investissements en capital de développement du Fonds dans des entreprises admissibles, calculés aux termes de sa loi constitutive sur une base d'engagements, ont dépassé largement l'objectif réglementaire de 60 % de son actif net moyen de l'exercice précédent.

L'accroissement de la pondération des investissements dans le portefeuille du Fonds, allant de pair avec sa taille plus imposante, lui permet de remplir pleinement sa mission de création d'emplois et de stimulation de l'économie québécoise. Toutefois, la baisse de la portion des autres placements dans le portefeuille du Fonds exige que l'on redéfinisse l'équilibre recherché entre la mission d'investissement du Fonds et son souci de préserver la stabilité de son rendement pour ses actionnaires, voire même de l'améliorer. À ce sujet, un groupe de travail a été formé afin de revoir la politique d'investissements du Fonds.

#### Perspectives

La conjoncture économique mondiale devrait être au beau fixe au cours du prochain exercice financier. Les économies nord-américaines poursuivent leur lancée alors que celles du continent européen s'échappent lentement d'une période plus difficile survenue au cours des six premiers mois de 1999. Les pays asiatiques reprennent de la vigueur, ce qui ne peut qu'être bénéfique pour l'économie japonaise. Même si l'inflation à l'échelle mondiale n'est pas une menace à ce moment-ci, certains pays, dont les États-Unis, demeureront très vigilants à la lumière du comportement récent des prix. À cet effet, les analystes prévoient une hausse des taux d'intérêt de court terme de l'ordre de 0,75 % par les autorités américaines au cours de la prochaine année, ce qui ferait en sorte que les taux américains de long terme (30 ans) oscilleraient autour de 6 %. Cette augmentation des taux d'intérêt ne devrait pas favoriser le marché boursier.

Pour sa part, l'économie canadienne profitera de l'expansion américaine dans la mesure où les exportations continueront d'être le moteur principal de croissance. Compte tenu de la croissance et de l'inflation plus faibles qu'aux États-Unis, la Banque centrale suivra le mouvement exercé par la Réserve fédérale américaine mais dans une moindre mesure. En conséquence, la hausse des taux de long terme canadiens sera d'une moins grande amplitude qu'aux États-Unis (5,7 %), ce qui aura un effet positif sur le marché boursier canadien au cours de la prochaine année.

RENDEMENT DU PORTEFEUILLE PLACEMENT PAR CATÉGORIE D'ACTIFS (AU 30 JUIN)

	1999		1998	
	Pondération moyenne	Rendement	Pondération moyenne	Rendement
Total	100 %	5,8 %	100 %	10,4 %
Marché monétaire	5 %	5,5 %	8 %	4,4 %
Titres à revenu fixe à long terme	75 %	8,9 %	69 %	9,9 %
Marché des actions	20 %	1,4 %	23 %	13,8 %

# Le conseil d'administration

**Henri Massé<sup>1</sup>**

Président du conseil  
d'administration du Fonds  
et président de la FTQ

**Nycol Pageau-Goyette<sup>1,2</sup>**

Vice-présidente du conseil  
d'administration du Fonds,  
présidente du conseil  
d'administration de  
Aéroports de Montréal et  
présidente de Pageau,  
Goyette et associés limitée

**René Roy<sup>1</sup>**

Secrétaire du conseil  
d'administration du Fonds  
et secrétaire général  
de la FTQ

**Louis Laberge**

Président fondateur  
du Fonds

**Louis Bolduc**

Adjoint au directeur  
canadien pour le Québec  
de l'Union internationale des  
travailleurs et travailleuses  
unis de l'alimentation et du  
commerce et vice-président  
de la FTQ

**Gilles Charland**

Directeur québécois  
du Syndicat canadien  
de la fonction publique et  
vice-président de la FTQ

**Pierre Deschamps**

Président du Conseil  
conjoint des Teamsters  
Canada et vice-président  
de la FTQ

**Luc Desnoyers**

Directeur québécois  
du Syndicat national  
de l'automobile, de  
l'aérospatiale, du transport  
et des autres travailleurs  
et travailleuses du Canada  
et vice-président de la FTQ

**Arnold Dugas**

Directeur québécois du  
syndicat des Métallos et  
vice-président de la FTQ

**Robert Guay**

Coordonnateur  
québécois de  
l'Association internationale  
des machinistes  
et des travailleurs de  
l'aérospatiale et  
vice-président de la FTQ

**Joane Hurens**

Vice-présidente de l'Alliance  
de la fonction publique du  
Canada, région du Québec  
et vice-présidente de la FTQ

**Jean Lavallée**

Directeur général et  
secrétaire financier de la  
Fraternité interprovinciale  
des ouvriers en électricité  
et vice-président de la FTQ

**Clément L'Heureux**

Vice-président exécutif  
(Québec) du Syndicat  
canadien des  
communications, de  
l'énergie et du papier  
et vice-président  
de la FTQ

**Denise Martin<sup>1,2</sup>**

Vice-présidente et  
directrice générale  
McMahon Distributeur  
pharmaceutique inc.

**Lorraine Pagé**

Directrice des  
communications,  
Centrale de l'enseignement  
du Québec

**Roland Robichaud<sup>2</sup>**

Ombudsman de la Banque  
Nationale du Canada

Le président-directeur  
général du Fonds,

**Raymond Bachand<sup>1</sup>**

<sup>1</sup> Membre du comité exécutif

<sup>2</sup> Membre du comité de vérification

# Le comité de priorités

## Le personnel cadre

### Daniel Adam

Directeur du service aux actionnaires

### Gilles Audette

Directeur des relations avec les travailleurs dans les entreprises

### Robert Baril

Directeur de la gestion financière

### Sylvie Bélanger

Adjointe à la coordination, investissements

### Michel Blondin

Directeur de la formation économique

### Nathalie Bouchard

Directrice des projets et adjointe au premier vice-président au développement et aux services à l'actionariat

### Michel Coulombe

Adjoint au premier vice-président exécutif

### Michel Couture

Directeur du soutien administratif

### Chantal Doré

Vice-présidente aux services à l'actionariat

### Jean-Denis Dubois

Directeur des investissements  
Secteurs biotechnologies et santé

### Michel Dupont-Hébert

Directeur des investissements  
Secteurs impression-édition,  
produits électriques et autres

### Roger Durand

Directeur des fonds locaux et régionaux

### Alain Foisy

Chef de la dotation et des relations industrielles

### Jean-Guy Frenette

Vice-président à la concertation sectorielle

### Gérald Gagnon

Directeur des titres à revenu fixe

### Paul-Henri Gagnon

Directeur des investissements  
Secteurs transport, textile,  
bois et papier, et autres

### Alain Gauthier

Directeur du marketing

### Sylvie Jacques

Directrice des investissements  
Fonds récréotouristique

### Denis Labrecque

Vice-président de groupe au redressement

### Jacques Lacasse

Directeur de la commercialisation  
Financement des exportations

### Dany Laflamme

Vice-président au développement stratégique aux investissements

### Alain Lamanque

Directeur de la fiscalité

### Yves Lamarre

Vice-président aux mandats spéciaux

### Daniel Laporte

Vice-président aux investissements  
Technologies de l'information et  
télécommunications

### Lucie Lebeuf

Vice-présidente aux placements

### Daniel Lemay

Directeur des technologies de l'information

### Suzel Marcotte

Chef de la comptabilité

### André McDonald

Directeur des services financiers

### Richard Mercier

Vice-président au développement  
de la souscription

### Gaétan Morin

Directeur des investissements  
Fonds minier

### Monique Paquette

Directrice du registrariat et des  
services fiduciaires

### Serge Y. Pottie

Vice-président de groupe au financement  
des exportations

### Maurice Prud'homme

Vice-président de groupe aux participations  
Vice-président de groupe  
aux investissements (intérim)

### Martine Roméo

Directrice des ressources humaines

### André Rudnicki

Directeur de la recherche et de  
l'analyse des marchés

### Louise Sanscartier

Vice-présidente aux systèmes d'information,  
à la planification et au développement  
corporatifs

### Jacques Simoneau

Vice-président de groupe aux investissements  
technologiques

### Nathalie H. Tremblay

Directrice des investissements  
Secteurs environnement, plastique et autres

### Nicole Veilleux

Directrice des investissements  
Secteur agroalimentaire

### Guy Versailles

Vice-président aux communications,  
au marketing et aux relations publiques

### Élaine Zakaïb

Vice-présidente aux affaires  
juridiques - investissements

### Raymond Bachand

Président-directeur général

### Gabriel Savard

Premier vice-président exécutif  
et chef des investissements

### Jean Martin

Premier vice-président à  
la direction générale et  
président-directeur général de  
la Fondation d'éducation et  
de formation économique

### Michel Pontbriand

Premier vice-président  
aux finances

### Denis Leclerc

Premier vice-président  
au développement et aux  
services à l'actionariat

DANIEL ALLAIRE, CLAUDETTE ALLARD, DOMINIQUE ARSENAULT, PIERRE ARSENEAULT, DANIELLE ASSELIN, RAYNALD AUBIN, LOUIS AUBUCHON, LINDA BARGONE, BRUNO BARIL, LOUISE BARIL, ANDRÉ BARNABÉ, JOSÉE BEAULIEU, JOHANNE BEAUPARLANT, MONIQUE BÉDARD, MICHEL BÉGIN, NORMAND BÉLANGER, CHRISTIAN BÉLISLE, YVES BELLEMARE, SUZANNE BENOÎT, ALAIN BERGERON, LOUISE BERGERON, CONRAD BERNADEL, NATACHA BERNIER, DÉLISCA BERTHELOT, FRANCE BERTHIAUME, HERBY BÉRUBÉ, SERGE BEUGRÉ, JOSÉE BILODEAU, NATHALIE BILODEAU, NATHALIE BILODEAU, PIERRE BLAISING, JOSÉE BOLDUC, FABIEN BOUCHARD, ANDRÉ BOUGIE, CLAUDINE BOULAIS, SYLVIE BOUTET, STÉPHANE BROUILLETTE, GUYLAINE BROUSSEAU, SYLVAIN BROWN, FRANÇOIS CAISSE, LINDA CALL, JOHANNE CARIGNAN, LISE CARIGNAN, MARTINE CARON, ROBERT CHARPENTIER, SYLVIE CHARRON, DOMINIQUE CHAUSSÉ, GAÉTANE CHÉNIER, MARIE-CLAUDE CLERMONT, RICHARD CLOUTIER, INA CORBIN, GILLES CÔTÉ, LINE CÔTÉ, LISE CÔTÉ, LUC COURNOYER, MARTINE COURTEMANCHE, ROLAND COURTOIS, LOUISE COUSINEAU, MANON COUSINEAU, LUC COUTURE, DENISE CROMP, GUY CROTEAU, AUBIN D'AMOURS, LOUISE DALLAIRE, LYNA DANEAU, JOCELYNE DANSEREAU, JOANNE DAVIAULT, DANIEL DAVID, ANNE DE BELLEFEUILLE, GILLES DE MONTIGNY, DENIS DEAN, NATHALIE DENOMMÉE, SUZANNE DESCHÊNES, MARTINE DESFORGES, SYLVIE DESLIÈRES, ALAIN DESROCHERS, ANDRÉ DESSUREAULT, LISETTE DEZAINDE, CHANTAL DIONNE, LOUISE DORAIS, MICHEL DORION, SYLVIE DUFORT, NATHALIE DUFRESNE, RENÉ DUGRENIER, ISABELLE DUGUAY, JOHANNE DUPONT, ROXANNE ÉMOND, SYLVAIN FLYNN, CAROLE FORGET, LOUIS FORTIER, MANON FORTIER, ANDRÉ FORTIN, HÉLÈNE FORTIN, LOUISE FRÉCHETTE, MICHEL GADOUA, ANDRÉ GAGNON, GHISLAIN GAGNON, JOCELYNE GAGNON, LOUISE GALIPEAU, CHRISTIANE GAMACHE, MARIE-JOSÉE GAMACHE, MICHELINE GARIÉPY, GINETTE GAUDREAU-LESSARD, FRANCINE GAUTHIER, LOUIS GENDRON, FRANÇOIS GEOFFRION, JEAN GERMAIN, CAROLE GIGNAC, GUYLAINE GIGUÈRE, ALAIN GILBERT, MANON GIRARD, DOMINIQUE GLASS, MARIE-HÉLÈNE GOSSELIN, LORRAINE GOYETTE, GAÉLAN GRAVEL, JACQUES GRÉGOIRE, ALIDA GUALTIERI, GILLES GUILBAULT, LOUISE HAMEL, ROBERT HAMEL, SUZANNE HAMEL, MARIE-THÉRÈSE HÉBERT, MONA HÉBERT, ANGÈLE HOULE, CLAUDE JARRET, SYLVIE JEANNOTTE, JOSÉE JOLICOEUR, JACQUES JULIEN, SOPHIE JULIEN, MICHEL KIROUAC, MARC LA GRENADE, MONIQUE LABELLE, JOSÉE LACHAPPELLE, RICHARD LACHAPPELLE, HUGUES LACROIX, DIANE LADURANTAYE, MARIE-CHANTAL LAFLEUR, LOUISE LALONDE, SYLVAIN LALONDE, MARIE-JOSÉE LAMARCHE, PASCAL LAMARCHE, YVAN LANDRY, YVES LANDRY, SERGE LANGFORD, JULIE LANGLOIS, MONIQUE LANGLOIS, DENIS LAPALME, SERGE LAPOINTE, GRATIEN LAVOIE, NORMAND LAVOIE, RÉJEAN LEBLANC, GINETTE LECOURS, PIERRE LEDUC, CHANTAL LEFEBVRE, HÉLÈNE LEFEBVRE, JEAN-LOUIS LEFEBVRE, JOSÉE LEGAULT, CHRISTIAN LEMAY, CLAUDINE LEMAY, LINA LEMAY, SYLVIE LEMAY, MICHEL LÉVESQUE, SONIA LÉVÈQUE, DANIEL LIGNON, SYLVAIN LOIGNON, STÉPHANE LORTIE, ANNE LOUBERT, CAROLE MAILLOUX, GARRY S. MAILLOUX, MADELEINE MANSEAU, DIANE MARCOTTE, CAROLE MARCOUX, DENYSE MARIN, HUGUETTE MARINO, NATHALIE MARINO, CHANTAL MÉNARD, MARIE-CLAUDE MÉNARD, PASCALE MÉNARD, MICHEL MESSIER, STEVE MESSIER, PAUL-ANDRÉ MOISAN, CHANTAL MONGEAU, LYNE MONGEAU, JOCELYN MOREAU, THÉRÈSE MOREL, JEAN MORIN, NORMAND MORIN, GABRIEL NADON, GINETTE NOËL, DIANE NOTHER, CHANTAL OUELLET, ANNICK PAQUET, LUCE PAQUETTE, LYNE PAQUIN, GERMAINE PARADIS, ROBERT PARADIS, YVES PARÉ, CAROLE PARENT, NATHALIE PELLETIER, MICHÈLE PÉLOQUIN, LISE PERREAULT, MARIE-NOËLLE PERRIER, HÉLÈNE PERRON, JOAN PIERRE, GISÈLE PIGEON, CLAIRE PITRE, JEAN PLANTE, MICHEL POISSANT, GILLES POULIN, MARCO POULIN, ALAIN POULIOT, SUZANNE PROULX, DORIS QUESNEL, MARIO RENAUD, MADELEINE RHÉAUME, CLAIRE RICHARD, LYSE RICHARD, MANON RIENDEAU, MARIE-CLAUDE RIVEST, NICOLE ROCHON, MARIE-CLAUDE ROULEAU, SUZANNE ROUSSEL, LISE ROUTHIER, ANDRÉ ROY, LOUISE ROY, CAROLE RUEL, MICHEL SABOURIN, MYLÈNE SABOURIN, NATHALIE SABOURIN, GUY SANS CARTIER, LOUISE SAUVÉ, RENÉE SAUVÉ, PATRICK SCHUMANN, HUGO SÉGUIN, JACQUELINE SERRES, CARMEN SHAW, DANY SIROIS, ANNIE ST-ARNAUD, FRANÇOIS ST-ARNAUD, JACQUES ST-CYR, MANON ST-JEAN, DIANE ST-PIERRE, PIERRE SURPRENANT, PIERRE TELLIER, JOHANNE THÉRIAL, GÉRARD THERRIEN, DENIS THIBAUT, JEAN THIFALT, PIERRE THOMPSON, ÉRIC TOURANGEAU, QUANG-XUAN TRAN, BRUCE TREMBLAY, MONIQUE TREMBLAY-CÔTÉ, GUY TRÉPANIER, LOUISE TRUDEAU, CHRISTINE TURCOTTE, CÉLINE TURGEON, MICHÈLE VACHON, YOLANDE VAILLANCOURT, NATHALIE VALLIÈRES, HÉLÈNE VALOIS, HÉLÈNE VÉZINA, LOUIS-PHILIPPE VÉZINA, ANDRÉ VIAU, MADELEINE VIGNOLA ET MICHEL VILLENEUVE.

**ONT AUSSI CONTRIBUÉ AU SUCCÈS DU FONDS DE SOLIDARITÉ FTQ, LES EMPLOYÉS TEMPORAIRES, LES ANCIENS EMPLOYÉS ET TOUS LES COLLABORATEURS EXTERNES.**

## Le syndicat

Le personnel syndiqué du Fonds de solidarité FTQ est membre de l'Union des employé-e-s de service, section locale 800 (FTQ)

<b>André Roy</b> Président	Rima Chacar, France Chassé, Sylvie Dufort, Sophie Julien, Hugues Lacroix, Réjean Leblanc, Steve Messier, Gabriel Nadon, Guy Sanscartier, François St-Arnaud, délégué-e-s.
<b>Anne de Bellefeuille</b> Vice-présidente	
<b>Michel Sabourin</b> Vice-président	
<b>Bruce Tremblay</b> Trésorier	
<b>Manon Fortier</b> Secrétaire	

<b>Responsables :</b> André McDonald, Guy Versailles.	<b>Conception et réalisation :</b> Gauthier et associés designers inc.	Dépôt légal - 4 <sup>e</sup> trimestre 1999 Bibliothèque nationale du Canada Bibliothèque nationale du Québec ISBN 2-9805439-3-4
<b>Coordination :</b> Louise Sauvé	<b>Photographie :</b> Ronald Maisonneuve	
<b>Rédaction :</b> Marie-Andrée Prénouveau	Imprimé par des travailleuses et travailleurs syndiqués de Bowne de Montréal inc., sur du papier recyclable.	This document is also available in English.
<b>Collaboration :</b> Robert Baril, Michel Blondin, Nathalie Bouchard, Roxanne Émond, Dany Laflamme.		